

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONS ENERGIE(Chaufferie ZUP de Mons)

37 avenue du Mal de Lattre de Tassigny
BP 38
59350 Saint-André-lez-Lille

Références : 19032024_SNC_MONS_ENERGIE_MONS_EN_BAROEUL
Code AIOT : 0007001213

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement MONS ENERGIE(Chaufferie ZUP de Mons) implanté 1, Rue de Normandie 59370 Mons-en-Barœul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôles inopinée réalisée au titre de l'année 2024 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet air des 2 chaudières biomasse. Le rejet de la chaudière biomasse n°2 a fait l'objet d'un dépassement important sur le paramètre poussières lors du contrôle inopiné du 20 mars 2023.

Il s'agit donc d'un site visé par l'action régionale Hauts-de-France relative au traitement des gros dépassements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONS ENERGIE(Chaufferie ZUP de Mons)
- 1, Rue de Normandie 59370 Mons-en-Barœul
- Code AIOT : 0007001213
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dalkia est une société de services énergétiques aux collectivités publiques et aux entreprises. Ses domaines d'intervention sont principalement l'exploitation de réseau de chaleur et la cogénération.

Le site Dalkia de Mons-en-Barœul bénéficie d'une autorisation d'exploiter la chaufferie du 11 juin 2007 modifiée par arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2016.

La chaufferie du site est autorisée pour les équipements suivants:

- deux chaudières biomasse de 4,66 et 7 MW PCI;
- deux chaudières gaz naturel de 9,45 et 19,45 MW PCI;
- deux chaudières bi combustible gaz naturel/fioul de 14,78 et 18,33 MW PCI;
- une cogénération composée de deux moteurs pour une puissance totale de 17,18 MW PCI,
- un groupe électrogène de 0,3 MW.

La puissance thermique nominale est limitée à 49,9 MW PCI.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 12/11/2021, article /	Sans objet
2	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.2.3.	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.2.4	Sans objet
4	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 31/03/2016, article 10.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 19 mars 2024 dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés sur le rejet air des 2 chaudières biomasse (n°1 et n°2) et sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2023. Le jour de l'inspection, la chaudière biomasse n°2 était à l'arrêt. Le contrôle inopiné air sur cette chaudière est reporté à une date ultérieure.

Aucun point de non-conformité n'a été relevé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2021, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI AIR de l'année n-1 : 20/03/2023 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : Poussières (gros dépassement) Concentration moyenne 497 mg/m ³ pour une VLE de 20 mg/m ³ et flux 398 kg/h pour une VLE de 0,18 kg/h Conditions de fonctionnement du site: 70% de la pleine charge
Constats : La date de l'inspection est le 19 mars 2024. Le contrôle inopiné air porte sur le rejet des 2 chaudières biomasse. Le jour du contrôle, seule la chaudière biomasse n°1 était en condition normale de fonctionnement. La chaudière biomasse n°2 était à l'arrêt. Le contrôle inopiné air sur la chaudière n°2 est reporté à une date ultérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.2.3.	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés: -à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; -à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous. (pour la chaudière biomasse n°1)	
Concentrations instantanées en mg/Nm³	BIO1
	Biomasse

Concentration en O2 de référence	6%
Poussières	20
SO2	200 (1)
NOX en équivalent NO2	400
CO	200
COVNM	50
Dioxine et furanes	1,00E-7 I-TEQ
Cadmium (Cd) + Mercure (Hg) + Thallium (Tl)	0,1 0,05 par métal
Arsenic (As) + Sélénium (Se) + Tellure (Te)	1
Plomb (Pb)	1
Antimoine (Sb) + ChromeIII (CrIII) + ChromeVI (CrVI) + Cobalt (Co) + Cuivre (Cu) + Etain (Sn) + Manganèse (Mn) + Nickel (Ni) + Vanadium (V) + Zinc (Zn)	20
HAP	0,01
HF	5
HCl	10

Constats :

Les mesures réalisées des paramètres poussières, SO2, COVnm, NO et CO lors du contrôle inopiné air du 19/03/2024 (rapport CERECO référence : B24/R10312/00008) sur la chaudière biomasse n°1 donnent des valeurs conformes en concentration aux VLE de l'arrêté préfectoral. Les autres paramètres n'ont pas fait l'objet de mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.
Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

(pour la chaudière biomasse n°1)

(pour la chaudière biomasse n°1)

Flux maximaux en kg/h	BIO1
	Biomasse
Poussières	0,12
SO2	0,59
NOX en équivalent NO2	2,35
CO	1,17
COVNM	0,29
Dioxine et furanes	5,87E-10
Cadmium (Cd) + Mercure (Hg) + Thallium (Tl)	5,87E-4
Arsenic (As) + Sélénium (Se) + Tellure (Te)	5,87E-3
Plomb (Pb)	5,87E-3
Antimoine (Sb) + ChromeIII (CrIII) + ChromeVI (CrVI) + Cobalt (Co) + Cuivre (Cu) + Etain (Sn) + Manganèse (Mn) + Nickel (Ni) + Vanadium (V) + Zinc (Zn)	1,17E-1
HAP	5,87E-5
HF	0,03
HCl	0,06

Constats :

Les mesures réalisées des paramètres poussières, SO2, COVnm, NO et CO lors du contrôle inopiné air du 19/03/2024 sur la chaudière biomasse n°1 (rapport CERECO référence : B24/R10312/00008) donnent des valeurs conformes en flux aux VLE de l'arrêté préfectoral. Les autres paramètres n'ont pas fait l'objet de mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2016, article 10.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - plate forme et points de mesure

Prescription contrôlée :

La mesure en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit

que la mesure de teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

L'homogénéité de l'écoulement gazeux est considérée comme assurée par le respect des longueurs droites sans obstacle en amont et en aval. Elle est aussi considérée comme assurée lorsque des études ou des mesures comparatives ont montré que les aménagements aérodynamiques de la section de mesure présentent une homogénéité équivalente. Les appareils de mesure mis en place pour satisfaire aux prescriptions de l'article 10.2.1.1, et notamment les appareils de mesure en continu, sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher la mesure périodique de la concentration en poussières, et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci ;
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles éventuelles de la concentration en poussières (en particulier pour le calibrage des appareils à principe optique).

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 2 trappes sur chacun des rejets des chaudières biomasse.

Les orifices de prélèvement de la chaudière biomasse n°1 ont été jugés conformes et accessibles.

Toutes les mesures sur la chaudière biomasse n°1 ont été réalisées au niveau de la même trappe.

Sur la chaudière biomasse n°2, une trappe ne peut pas être utilisée du fait de la présence d'une main courante empêchant la mise en place des appareils de mesure du laboratoire. Post inspection, l'exploitant a fourni la preuve de la disponibilité de la trappe (envoi d'une photo) : une partie de la main courante en face de la trappe a été enlevée.

Le rapport du laboratoire de mesures référence : B24/R10312/00008 indique que les caractéristiques de l'effluent gazeux sont correctes pour réaliser des mesures représentatives : condition d'écoulement favorable, angle d'écoulement gazeux par rapport à l'axe du conduit valide, pas de remarque géométrique particulière. L'homogénéité de la section de mesure est supposée acquise par le laboratoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite